

# Les produits et services dont les prix ont flambé ces dix dernières années

■ Entre 2007 et 2017, les prix à la consommation ont augmenté en moyenne de 1,5% par an.

■ Cette inflation globale cache des hausses parfois très importantes.

■ Peu de convergence entre les chiffres et le ressenti.

**D**'un point de vue macroéconomique, le Maroc compte parmi les pays à très faible inflation. Et cette situation n'a rien de conjoncturel ; il en est ainsi depuis une vingtaine d'années. Si l'on observe l'évolution de l'indice des prix à la consommation (IPC) sur les dix dernières années, par exemple, on se rend compte que celui-ci n'a pas dépassé 1,5% de hausse par an en moyenne.

Cependant, l'opinion dominante a du mal à accepter cette réalité (seulement statistique ?), puisque ça et là sourdent des récriminations contre «la hausse des prix», «la vie chère». Comment expliquer ce décalage entre ce que disent les statistiques officielles et ce que perçoit le citoyen lambda ?

D'abord, et c'est une constatation générale, entre ce qui est mesuré et ce qui est ressenti, il y a rarement correspondance. Et d'ailleurs, comment pourrait-il en être autrement dans une équation dont les termes sont de nature radicalement différente ?

## Enseignement et légumineuses crèvent le budget des ménages

Evolution des prix entre 2007 et 2017



Source HCP

Ensuite, les indicateurs publiés, au Maroc comme ailleurs, sur ce sujet comme sur bien d'autres, sont des moyennes, et une moyenne, est-ce nécessaire de le rappeler ?, cache souvent des distorsions, en particulier dans les pays où les inégalités de revenus et de dépenses sont fortes. De ce point de vue, si

le faible niveau d'inflation au Maroc reflète bien l'évolution moyenne des prix à l'échelle du pays, il peut en être tout à fait autrement pour les ménages. D'une certaine manière, chaque ménage a sa propre inflation et celle-ci est fonction des produits et services consommés.

C'est pourquoi, pour sai-

sir la complexité du phénomène, il est intéressant d'aller au-delà de l'inflation globale pour s'arrêter sur les variations de prix par produits et services consommés. Et quand on procède ainsi, on peut constater en effet que certains produits, sur la dernière décennie, ont subi des hausses très importantes, en

tout cas des variations bien supérieures à la moyenne générale. Du coup, les ménages dont la consommation est si peu variée, voire fortement concentrée au point de ne pas englober, ou alors marginalement, les produits dont les prix ont stagné ou même baissé (voir encadré), ces ménages-là n'auraient pas tout à fait tort de parler de cherté de la vie.

En effet, si l'indice général des prix à la consommation a augmenté de 15% en 2017 par rapport à 2007, soit une moyenne annuelle de 1,5%, celui des produits alimentaires a crû de 21,15% entre les deux dates. Sachant que les produits non alimentaires ont augmenté de 10,6% entre 2007 et 2017, il est tout à fait loisible de ne voir dans l'inflation que sa composante alimentaire. Et dans la mesure où l'alimentation, dans le panier de la ménagère, pèse encore près de 40% (contre 11 à 12% en France par exemple), il est compréhensible que des ménages, ressentant plus fortement les variations des prix de ces produits, estiment l'inflation plus élevée qu'elle n'est mesurée.

### L'alimentation, composante principale de l'inflation

Passant en revue la série des indices de prix à la consommation par grandes divisions, divisions et sections, couvrant la période 2007-2017, *La Vie éco* a en effet constaté que les produits alimentaires sont ceux qui, indiscutablement, ont fortement varié à la hausse. Mis à part les produits à forte volatilité (comme les œufs, la volaille et le lapin, par exemple), guère représentatifs de la tendance de fond de l'évolution de l'inflation, la variation des prix d'une demi-douzaine de produits retient particulièrement l'attention ; d'une part, parce que les hausses les concernant sont

## Des allègements sur la téléphonie, les médicaments et l'électroménager

Si l'inflation au Maroc est restée faible malgré les fortes hausses enregistrées par les produits alimentaires et certains autres non alimentaires, c'est parce que, parallèlement, d'autres produits ont vu leur prix baisser. Parmi ceux-ci, on trouve le matériel de téléphonie et télécopie (-11% sur la période considérée), les services de téléphonie et de télécopie (-43,1%), les produits pharmaceutiques (-6,2%), les gros appareils ménagers électriques ou non (-7,4%), les articles de

ménage en textiles (-1,3%)... Au rayon des produits et services dont les prix ont plus ou moins stagné, il y a les voitures automobiles, les motos, les appareils électriques pour soins corporels, les assurances transports, les loisirs et culture notamment le matériel de réception, d'enregistrement et de reproduction du son et de l'image, le matériel de traitement de l'information, le matériel photographique et cinématographique et autres appareils optiques... ■

constantes, et, d'autre part, parce que le niveau de ces augmentations est en moyenne supérieur à 3% par an. Ces produits sont d'abord les légumineuses sèches : l'indice de leur prix a augmenté de 53,65% entre 2007 et 2017. En deuxième lieu, on trouve les épices (cumin, cannelle, gingembre, poivre, piment rouge, etc.) : +48,7%. Bien évidemment, tout le monde en consomme, quotidiennement ou presque, et les ménages, surtout les plus fragiles, sont sensibles au prix de ces produits davantage qu'aux baisses de prix des appareils ménagers ou de matériel de téléphonie. On peut dire autant des huiles et graisses dont le prix a progressé de 44,2%. Les fruits secs, pour leur part, ont enregistré une augmentation de 36,3%, sans doute bien davantage pour certains fruits comme les noix de cajou, les pistaches ou les amandes. Le thé, produit de consommation de masse, a, lui, subi une augmentation de 32% sur la période considérée.

L'ensemble de ces produits ont toutefois la caractéristique d'être en partie importés de l'étranger. Cela explique-t-il que leur prix varie à ce point ? Le poisson frais, en tout cas, est, lui, un produit bien local ; cela n'a pas empêché que son prix enregistre une hausse de 35,13%.

Toujours au chapitre de l'alimentation, on peut signaler, en passant (car leur consommation ne s'impose pas, elle est même déconseillée), que la bière a augmenté de 85,8%, les vins et boissons fermentées de 49,5% et les spiritueux de 42,5%.

Quantité d'autres produits ont augmenté de manière relativement importante, comme le poisson en conserve, surgelé ou congelé, les fruits en conserve, certaines plantes aromatiques... mais il serait fastidieux de trop s'y attarder.

#### **L'enseignement préélémentaire et primaire en hausse de 53,5%**

Après l'alimentation, la section qui a enregistré la plus forte croissance de son indice de prix, à l'intérieur de la division des produits et services non alimentaires, c'est, on l'aura deviné, l'éducation : +44,3%. Même si l'enseignement privé accapare environ 20% des effectifs scolarisés, son impact sur l'évolution des prix dans ce secteur paraît donc très importante. Dans le cycle "enseignement préélémentaire et primaire", relativement fortement investi par le privé, la hausse des prix entre 2007 et 2017 est de 53,5%. Dans l'enseignement secondaire, elle est de 52,4%, dans le supérieur de 27,4% et dans l'enseignement post-secondaire non supérieur, de 25,6%.

Par conviction ou par mimétisme, des parents se saignent aux quatre veines pour placer leur progéniture dans des écoles privées, alors même qu'un établissement public peut se trouver juste à proximité. Il y a là

probablement un des échecs les plus retentissants des politiques publiques menées jusqu'ici. D'ailleurs, le dossier n'en finit pas d'être débattu, à ceci près, cependant, que partout ailleurs se pose, à des degrés divers certes, le problème de l'école publique.

L'analyse de la série des indices statistiques du HCP montre également que de nombreux autres produits et services ont subi des hausses de prix qui peuvent être ressenties, suivant les cas, comme fortes. C'est le cas des services médicaux (+25,4%), de l'entretien et réparation de véhicules particuliers (+26,2%), de la restaura-

tion et hôtellerie (+27,3%), du transport routier de passager (+17%), des services d'entretien et de réparation des logements (+19,6%), des fournitures pour travaux d'entretien et de réparation des logements (+17%), les combustibles solides (+48,7%) et, depuis la réforme de l'ONEE en 2014, de l'alimentation en eau et assainissement (+16,5%) et de l'électricité (+16,2%).

Par rapport aux besoins de nourriture, d'éducation, d'éclairage... difficilement compressibles, on n'ose évoquer ici les hausses des prix des articles de bijouterie et d'horlogerie (+73,2%)

ou encore des tarifs des salons de coiffure et autres instituts de beauté (+29,3%). Les consommateurs de ces produits et services ayant souvent les moyens de satisfaire leurs désirs.

Finalement, l'inflation n'est pas une mais plurielle. Et cela n'a pas échappé au HCP qui a mis en ligne, depuis longtemps, un simulateur qui permet à chacun, suivant sa consommation, de mesurer sa propre inflation. De là à considérer que le taux global est loin de la réalité, il n'y a qu'un pas que certains, sans trop s'en expliquer, franchissent allègrement... ■

**SALAH AGUENIOU**